COMMUNE DE SAINT CHRISTOPHE DU BOIS
COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 8 JUIN 2020

Date de Convocation : 2 juin 2020
Présents : M. Sylvain SÉNECAILLE, Maire – Mmes Joëlle OLIVIER, Frédérique GILLET, Stéphanie NEAU, MM Alain BREMOND, Henry RENOU, Yannick RUAULT Adjoint, Mmes, Chrystèle DARTEIL, Mélanie EMERY, Gwénaëlle GOURAUD, Isabelle GUITTON, Mireille LESCBOULET, Amélie RUAULT, Elizabeth SENECAILLE, Nadine THIMOLEON, Françoise VALETTE, MM Hamid AGHAEI, Benjamin BELLIER, Anthony BLANCHET, Daniel BLOUIN, Stéphane BOUILLARD, Gérald FOUQUERAY, René-Luc VIGNERON
Secrétaire de séance : Joëlle OLIVIER
Absents et Excusés :
Pouvoirs :
Nombre de membres en exercice : 23
Présents : 23
Votants : 23

Monsieur le Maire invite chaque Conseiller municipal à se présenter.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que M. Benoît HUMEAU a démissionné de son poste de Conseiller municipal en date du 2 juin dernier. En conséquent et conformément à l’article L. 270 du code électoral, Mme Amélie RUAULT, suivante sur la liste, est nommée conseillère municipale.

Mme Elizabeth SENECAILLE, conseillère municipale, explique le système RSE que la municipalité souhaite mettre en place au cours de ce mandat. La responsabilité sociétale et environnementale est la contribution volontaire des organisations au développement durable. Elle offre aux organisations et notamment aux collectivités, l’opportunité de démontrer leur prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans leurs activités et leurs projets. Monsieur le Maire précise que ce mode RSE devra être, dans la mesure du possible, intégré et pris en compte dans les réflexions et les projets de la municipalité au cours de ce mandat.

OBJET : DÉLÉGATIONS D’ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu’il a la possibilité de déléguer directement au Maire, un certain nombre d’attributions limitativement énumérées à l’article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.


Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré et par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

DÉCIDE, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

- procéder à la réalisation des emprunts et aux opérations utiles à la gestion des emprunts, dans la limite des sommes inscrites chaque année aux différents budgets. Le Maire contracte tout emprunt à court, moyen et long terme, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.
- préparer, passer, d’exécuter les marchés et accords-cadres ainsi que leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits aux différents budgets,
- décider de la conclusion et de la révision de louage de choses pour une durée n’excédant pas douze ans,
- passer les contrats d’assurance ainsi que d’accepter les indemmites de sinistre y afférentes,
- créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
- prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière,
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- décider l’aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu’à 4.600 €,
- fixer et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
- fixer les reprises d’alignement en application d’un document d’urbanisme,
- exercer, au nom de la Commune, le droit de préemption urbain sur tout le périmètre de la Commune où le droit de préemption a été institué et quelque soit le prix mentionné par le vendeur dans la déclaration d’intention d’aliéner : soit dans les zones 1AU, 2AU, et en zone U, à l’exception des zones 1AUy, 2AUy et UY dont le DPU est délégué à l’Agglomération du Choletais et sur la Z.A.C de Pellouailles en 2AUBz, DPU délégué à Sèvre Loire Habitat.
- intenter, au nom de la Commune, les actions en justice, pour toutes les actions juridictionnelles en demande et en défense, en première instance et en appel, le Maire étant habilité à se faire assister de l’avocat de son choix pour chacune des actions ci-dessus mentionnées.
- régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 4 000 €,
- donner l’avis de la Commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- réaliser les lignes de trésorerie d’un montant maximum de 600 000 €,
- exercer le droit de priorité, rendant possible l’acquisition de biens vendus par l’État,
- faire réaliser les diagnostics d’archéologie préventive,
- renouveler les adhésions aux associations dont la Commune est membre.

PRÉCISE que conformément aux dispositions de l’article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions prises en application des présentes délégations pourront être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l’article L.2122-18.

OBJET : FIXATION DES INDEMNITÉS DE FONCTIONS DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Considérant qu’il appartient au conseil municipal de fixer les indemnités de fonctions versées au Maire à un taux inférieur au taux maximal, si ce dernier en fait la demande, étant entendu que des crédits nécessaires sont inscrits au budget principal,

Considérant qu’à défaut d’une telle demande, le conseil municipal doit fixer les indemnités de fonction du Maire à un taux maximal,

Considérant que lorsque le conseil municipal se prononce sur un taux (pouvant être différent pour le Maire et les adjoints), il doit se référer aux plafonds suivants définis par la loi :
<table>
<thead>
<tr>
<th>MAIRES</th>
<th>ADJOINTS</th>
<th>CONSEILLERS MUNICIPAUX</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Taux Maximal/ IB 1027- INM 830 soit 3 889,40 €</td>
<td>Indemnité mensuelle brute</td>
<td>Taux Maximal/ IB 1027- INM 830 soit 3 889,40 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Moins de 500 habitants</td>
<td>25,50%</td>
<td>991,80 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 500 à 999 habitants</td>
<td>40,30%</td>
<td>1 567,43 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 1 000 à 4 499 habitants</td>
<td>51,60%</td>
<td>2 006,93 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 5 000 à 9 999 habitants</td>
<td>55%</td>
<td>2 139,17 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 10 000 à 19 999 habitants</td>
<td>65%</td>
<td>2 528,11 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 20 000 à 49 999 habitants</td>
<td>90%</td>
<td>3 500,46 €</td>
</tr>
<tr>
<td>De 50 000 à 99 999 habitants</td>
<td>110%</td>
<td>4 278,34 €</td>
</tr>
<tr>
<td>100 000 habitants et plus</td>
<td>145%</td>
<td>5 639,63 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,
Considérant que la commune compte actuellement une population municipale totale de 2 812 habitants,
Considérant les arrêtés de délégations délivrées à Mesdames et Messieurs les six adjoints, en date du 26 mai 2020 certifiés exécutoires compte tenu de l’envoi en sous-préfecture le 26 mai 2020,
DÉCIDE :
• L’indemnité du Maire, Monsieur Sylvain SÉNÉCAILLE est à compter du 25 mai 2020, calculée par référence au barème fixé par l’art. L.2123-23 du CGCT, pour la strate de population correspondant à celle de la commune :
  Indemnité : 51,60% de l’indice 1027 soit 2 006,93 € brut par mois
• Les indemnités des adjoints sont, à compter du 26 mai 2020, calculées par référence au barème fixé par les articles L.2123-24 du CGCT, pour la strate de population correspondant à celle de la commune :
  - 1ère Adjointe : Mme Joëlle OLIVIER :…………………………………. 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois
  - 2ème Adjoint : M. Alain BREMOND :…………………………………. 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois
  - 3ème Adjointe : Madame Frédérique GILLET :………………………… 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois
  - 4ème Adjoint : M. Henry RENOUL :…………………………………. 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois
  - 5ème Adjointe : Mme Stéphanie NEAU :…………………………………. 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois
  - 6ème Adjoint : M. Yannick RUOL :…………………………………. 19,80 % de l’indice 1027
    soit 770,10 € brut /mois

Ces indemnités subiront automatiquement et immédiatement les majorations correspondant à l’indice brut terminal de l’échelle indiciaire de la fonction publique.

Les crédits nécessaires sont inscrits au compte 6531.

Un tableau est annexé à la présente délibération, précisant que les indemnités accordées ne dépassent pas le plafond autorisé par le C.G.C.T.

OBJET : DÉSIGNATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Conformément à l'article L 2121-22 du CGCT, le conseil municipal peut former des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative de ses membres.

Le Maire est le président de droit de toutes les commissions. Au cours de leur première réunion, présidée par Monsieur le Maire, les commissions municipales sont appelées à désigner leur vice-président en leur sein, si elles le désirent.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l'unanimité,

DÉSIGNE les membres des commissions municipales ainsi qu'il suit :

**COMMISSION N°1 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE – COMMUNICATION - RSE**
12 membres : Anthony BLANCHET, Benjamin BELLIER, Daniel BLOUIN, Alain BREMOND, Chrystèle DARTEIL, Gwénaëlle GOURAUD, Frédérique GILLET, Joëlle OLIVIER, Henry RENOUL, Elisabeth SENECAILLE, Sylvain SENECAILLE, Françoise VALETTE

**COMMISSION N°2 : FINANCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**
9 membres : Benjamin BELLIER, Anthony BLANCHET, Alain BREMOND, Frédérique GILLET, Stéphanie NEAU, Joëlle OLIVIER, Henry RENOUL, Yannick RUAULT, René-Luc VIGNERON

**COMMISSION N°3 : AFFAIRES SOCIALES, SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES**
8 membres : Hamid AGHAEI, Stéphane BOUILLARD, Isabelle GITTON, Mireille LESCBOUET, Stéphanie NEAU, Joëlle OLIVIER, Yannick RUAULT, Françoise VALETTE

**COMMISSION N°4 : URBANISME, VOIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX**
7 membres : Anthony BLANCHET, Alain BREMOND, Gérald FOQUERAY, Gwénaëlle GOURAUD, Frédérique GILLET, Henry RENOUL, Nadine THIMOLEON

**COMMISSION N°5 : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE**
9 membres : Hamid AGHAEI, Alain BREMOND, Gérald FOQUERAY, Isabelle GITTON, Mireille LESCBOUET, Henry RENOUL, Amélie RUAULT, Nadine THIMOLEON, René-Luc VIGNERON

**COMMISSION N°6 : SPORTS, CULTURE ET ANIMATIONS**
9 membres : Hamid AGHAEI, Daniel BLOUIN, Mélanie EMERY, Isabelle GITTON, Mireille LESCBOUET, Stéphanie NEAU, Joëlle OLIVIER, Amélie RUAULT, Yannick RUAULT

**COMMISSION N°7 : ASSOCIATIONS**
5 membres : Hamid AGHAEI, Stéphane BOUILLARD, Daniel BLOUIN, Mélanie EMERY, Yannick RUAULT

**OBJET : DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT DÉFENSE, DU CORRESPONDANT SÉCURITÉ CIVILE, DES PERSONNES À CONTACTER EN CAS D'ALERTE**


Il y a donc lieu de désigner le correspondant défense dont le rôle est essentiel dans la sensibilisation de nos concitoyens aux questions défense.

Il convient également de désigner le correspondant Sécurité Civile et les personnes à contacter en cas d'alerte.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DÉSIGNE les Conseillers Municipaux suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>CORRESPONDANT DÉFENSE</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>BRÉMOND Alain</td>
<td>2ème adjoint</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>CORRESPONDANT SÉCURITÉ CIVILE</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>OLIVIER Joëlle</td>
<td>1ère adjointe</td>
</tr>
<tr>
<td>PERSONNES À CONTACTER EN CAS D’ALERTE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sylvain SÉNÉCAILLE</td>
<td>Maire</td>
</tr>
<tr>
<td>Joëlle OLIVIER</td>
<td>1ère adjoint</td>
</tr>
<tr>
<td>Alain BREMOND</td>
<td>2ème adjoint</td>
</tr>
<tr>
<td>Frédérique GILLET</td>
<td>3ème adjoint</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**OBJET : MODIFICATION DU PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal, qu’à la suite de son renouvellement, il y a lieu de modifier et de mettre à jour le plan communal de sauvegarde, adopté lors de la séance du Conseil Municipal du 11 mai 2011 et modifié par délibération du conseil municipal en date du 10 septembre 2018.

Les cinq thèmes principaux abordés dans ce plan sont les suivants :
- l’identification des risques,
- le dispositif communal de crise,
- les moyens recensés, existants sur la Commune,
- la cartographie et l’annuaire de crise,
- le schéma d’alerte de la population

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les modifications et les mises à jour à apporter au plan communal de sauvegarde, nécessaires à sa bonne application.

Ces modifications portent sur les thèmes suivants :
- le dispositif communal de crise,
- les moyens recensés, existants sur la Commune,
- la cartographie et l’annuaire de crise,
- le schéma d’alerte de la population

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL,
Vu le renouvellement du Conseil Municipal modifiant la composition du Plan Communal de Sauvegarde,
Vu le Plan Communal de Sauvegarde présenté au Conseil Municipal qui n’appelle pas de remarques particulières,
ADOPTE les modifications et mises à jour apportées au Plan Communal de Sauvegarde de la Commune de Saint Christophe du Bois,
CHARGE Monsieur le Maire de diffuser, ce Plan Communal de Sauvegarde modifié et mis à jour, aux services concernés, ainsi que de le FAIRE APPLIQUER en cas de nécessité.

**OBJET : DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D’APPEL D’OFFRES**


Il y a donc lieu de désigner une commission pour participer aux réunions des Commissions d’Appels d’Offres qui pourront avoir lieu tout au long du mandat en vue de procéder aux différents appels publics à la concurrence.

L’article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales indique qu’il convient d’élire, en sus du Maire qui en est Président, trois membres titulaires en son sein et un nombre de membres suppléants égal au nombre des titulaires, soit trois, en l’espèce.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,
DECIDE de procéder à la désignation des membres de la COMMISSION d’APPEL D’OFFRES,
Membres titulaires
- Alain BREMOND
- Yannick RUAULT
- Stéphanie NEAU

Membres suppléants
- Hamid AGHAEI
- Nadine THIMOLEON
- René-Luc VIGNERON

RAPPELLE que Monsieur le Maire est Président de la Commission d’Appel d’Offres.

OBJET : DÉSIGNATION D’UN DÉLÉGUÉ ÉLU ET D’UN DÉLÉGUÉ AGENT, REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DES INSTANCES DU CNAS

Le conseil municipal a été renouvelé suite aux élections municipales du 15 mars et installé le 25 mai 2020.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu’il y a lieu de désigner un délégué élu et un délégué agent qui seront les représentants de la collectivité au sein des instances du CNAS (Comité National d’Action Sociale), pour les six années à venir.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DÉCIDE de nommer :
- Mme Frédérique GILLET, déléguée élu
- Mme Delphine GAUTREAU, déléguée agent

OBJET : FIXATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D’ACTION SOCIALE (C.C.A.S.)


Les membres élus par le Conseil Municipal sont au maximum de 8, de même que les membres nommés par le Maire.

C’est au Conseil Municipal de fixer, à part égale, le nombre des membres élus et nommés, sachant que doivent figurer, au titre des membres nommés, au moins :
- un représentant des associations familiales,
- un représentant des associations œuvrant dans le domaine de l’insertion et de la lutte contre les exclusions,
- un représentant des associations de retraités et de personnes âgées,
- un représentant des associations de personnes handicapées.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL,

DÉCIDE de fixer ainsi le nombre des membres du Conseil d’Administration du C.C.A.S., outre Monsieur le Maire, Président :
- 4 membres élus par le Conseil Municipal
- 4 membres nommés par le Maire.

OBJET : ELECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DU C.C.A.S.

Le Maire, président de droit du Conseil d’Administration du Centre Communal d’Action Sociale (C.C.A.S.) rappelle au conseil municipal que celui-ci a fixé le nombre de membres élus au conseil d’administration du Centre Communal d’Action Sociale à 4.

Dès qu’il est constitué, le Conseil d’Administration élit en son sein un vice-président qui le prête en l’absence du Maire.

Le dépouillement a donné les résultats suivants :
- Stéphane BOUILLARD - 23 voix
- Isabelle GUITTON - 23 voix
- Joëlle OLIVIER - 23 voix
- Françoise VALETTE - 23 voix

Ont obtenu la majorité absolue et ont donc été élus :
- Stéphane BOUILLARD - 23 voix
- Isabelle GUITTON - 23 voix
- Joëlle OLIVIER - 23 voix
- Françoise VALETTE - 23 voix

**OBJET : DÉSIGNATION D’UN ÉLU-RÉFÉRENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE LOCALE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

Les collectivités territoriales sont des acteurs essentiels de la sécurité routière. La désignation d’un référent sécurité routière parmi les élus de la Commune favoriserait le dialogue entre les différents partenaires institutionnels. Ce référent serait également le correspondant privilégié des services de l’État et des autres acteurs locaux de la sécurité routière et veillerait à la prise en compte des enjeux de sécurité routière, action fondamentale dans la poursuite de la baisse de la mortalité sur les routes de notre département.

Aussi, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de désigner un élu référent pour la mise en œuvre de la politique locale de sécurité routière sur la Commune,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,
**DÉSIGNE** Monsieur Alain BREMOND, deuxième adjoint, comme référent pour la mise en œuvre de la politique locale de sécurité routière sur la Commune de Saint Christophe du Bois.

**OBJET : DÉSIGNATION D’UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DE L’OGEC DE L’ÉCOLE PRUVÉE**

Monsieur le Maire rappelle que l’article L 442-8 du code de l’éducation prévoit la participation aux réunions de l’organe de l’établissement compétent pour délibérer sur le budget des classes sous contrat d’association, en ce qui concerne les classes des écoles, d’un représentant de la Commune siège de l’établissement.

Aussi, il convient de désigner un représentant de la Commune auprès de l’OGEC de l’école privée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,** après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité
**DÉSIGNE** Madame Isabelle GUITTON, conseillère municipale, comme représentante de la Commune auprès de l’OGEC de l’école privée de Saint Christophe du Bois.

**OBJET : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU CENTRE SOCIAL INTERCOMMUNAL OCSIGÈNE**


Il y a donc lieu de désigner des délégués pour participer au Conseil d’Administration et aux Comités de Pilotage du Centre Social Intercommunal OCSIGÈNE.

Les comités de pilotage sont les suivants :
- Relais Assistantes Maternelles (R.A.M.)
- Action Jeunesse
- Coordination Enfance Famille
En outre, il convient de désigner un représentant pour siéger au Conseil d'Administration.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DESIGNE les Conseillers Municipaux suivants :

- Conseil d’Administration :
  - Titulaire : Joëlle OLIVIER, première adjointe
  - Suppléant(e) : Stéphanie NEAU, cinquième adjointe

- Comités de pilotage :
  - RAM ......................................................... Françoise VALETTE
  - Action Jeunesse .................................................. Stéphanie NEAU et Mélanie EMERY
  - Coordination Enfance Famille ................................. Isabelle GUJTTON

OBJET : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES ÉNERGIES DU MAINE-ET-LOIRE (SIEML)


Il y a donc lieu de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant qui représenteront la Commune au sein du Syndicat Intercommunal des Énergies du Maine-et-Loire (SIEML).

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DESIGNE les Conseillers Municipaux suivants :

- Délégué titulaire : Monsieur Alain BRÉMOND
- Déléguée suppléante : Madame Frédérique GILLET

OBJET : FIXATION DE L’INDEMNITÉ DE GARDIENNAGE DE L’ÉGLISE POUR 2020

Monsieur le Maire rappelle que les circulaires du 8 janvier 1987 et du 29 juillet 2011 ont précisé que le montant maximum de l’indemnité allouée aux préposés chargés du gardiennage des églises communales pouvait faire l’objet d’une revalorisation annuelle au même taux que les indemnités exprimées en valeur absolue allouées aux agents publics et revalorisées suivant la même périodicité.

Le point d’indice des fonctionnaires n’ayant pas été revalorisé depuis la dernière circulaire en date du 7 mars 2019, l’application de la règle de calcul habituelle conduit au maintien pour 2020 du montant des indemnités de gardiennage fixé en 2019.

En conséquence, le plafond indemnitaire pour le gardiennage des églises communales demeure fixé en 2020 à 479,86 € pour un gardien résidant dans la localité où se trouve l’édifice du culte et à 120,97 € pour un gardien ne résidant pas dans la commune et visitant l’église à des périodes rapprochées.

Ces sommes constituent des plafonds, en dessous desquels il demeure possible aux conseils municipaux de revaloriser à leur gré les indemnités actuellement inférieures à ceux-ci.

Dès lors, l’indemnité ainsi versée à Monsieur le curé Aymeric DE BOUARD, gardien qui ne réside pas dans la commune, pourrait être fixée à 120,97 € pour l’année 2020.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL,

DÉCIDE de fixer l’indemnité de gardiennage de l’église communale à 120,97 € pour l’année 2020, pour Monsieur le curé Aymeric DE BOUARD, gardien qui ne réside pas dans la Commune.

PRÉCISE que les crédits nécessaires sont prévus au compte 6282 du budget primitif 2020 et CHARGE Monsieur le Maire de payer la dépense correspondante de 120,97 €.
OBJET : ACCUEIL DE LOISIRS POIL DE CAROTTE
PRESENTATION DES PROGRAMMES D’ACTIVITÉS DES VACANCES D’ÉTÉ ET FIXATION DES TARIFS

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les programmes d’activités proposés par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre de l’accueil de loisirs des vacances d’été.

Le programme des vacances d’été est le suivant :
- Du 06 au 10 juillet 2020 : Le tour du monde en 80 jours
- Du 13 au 17 juillet 2020 : Au cœur de la nature
- Du 20 au 24 juillet 2020 : Croisière vers l’île mystérieuse
- Du 27 au 31 juillet 2020 : Tous en festival
- Du 24 au 31 août 2020 : Aventure au camping

Le service propose à tous les enfants, 4 sorties durant les vacances d’été :
- Sortie cinéma et après-midi jeux à Beaupréau le jeudi 9 juillet. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie à Natural Parc à Saint Laurent des Autels le jeudi 16 juillet. Un tarif forfaitaire de 8,30 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie piscine et chasse aux trésors le mardi 21 juillet à Mortagne sur Sèvre. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie au château de Tiffauges le jeudi 27 août. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.

Enfin, en collaboration avec le CSI, un atelier graff (création d’une fresque sur les murs de la cour arrière de Poil de Carotte) avec un intervenant extérieur est organisé le mardi 25 août. Limité à 8 places, les inscriptions pour cet atelier s’effectueront directement auprès de la direction de Poil de Carotte et un tarif forfaitaire de 8 € sera demandé aux familles.


La fête de l’été aura lieu le vendredi 28 août de 18h30 à 20h30. Pour cette occasion, les familles sont invitées à venir jouer avec les enfants à Poil de Carotte. Au programme : petits jeux extérieurs, jeux en bois, jeux sportifs et autres animations prévues par les animateurs.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré par vote à mains levées et à l’unanimité,
APPROUVE les programmes d’activités proposé par le service municipal Poil de Carotte, dans le cadre des vacances de l’été 2020.

FIXE les tarifs des sorties et des activités comme suit :
- Sortie cinéma et après-midi jeux à Beaupréau le jeudi 9 juillet. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie à Natural Parc à Saint Laurent des Autels le jeudi 16 juillet. Un tarif forfaitaire de 8,30 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie piscine et chasse aux trésors le mardi 21 juillet à Mortagne sur Sèvre. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.
- Sortie au château de Tiffauges le jeudi 27 août. Un tarif forfaitaire de 3 € par enfant sera demandé aux familles.
- Atelier graff le mardi 25 août. Un tarif forfaitaire de 8 € par enfant sera demandé aux familles.


PRÉCISE également que la recette sera imputée au compte 7066, redevance et droits des services périscolaires, du budget principal de la Commune de l’exercice 2020.
OBJET : ACCUEIL PERISCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT POIL DE CAROTTE – FIXATION DES TARIFS POUR L’ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021


Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

ARRÊTE les tarifs facturés aux familles ainsi qu’il suit :

Les tarifs de l’accueil périscolaire

<table>
<thead>
<tr>
<th>QF de 0 à 600</th>
<th>QF de 601 à 799</th>
<th>QF de 800 à 1050</th>
<th>QF de 1051 à 1400</th>
<th>QF sup à 1401</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Tarifs à la demi-heure</td>
<td>0,44 €</td>
<td>0,99 €</td>
<td>1,10 €</td>
<td>1,33 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Tarif du petit-déjeuner</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0,55 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tarif du goûter</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les tarifs de l’accueil de loisirs sans hébergement

<table>
<thead>
<tr>
<th>QF de 0 à 600</th>
<th>QF de 601 à 799</th>
<th>QF de 800 à 1050</th>
<th>QF de 1051 à 1400</th>
<th>QF sup à 1401</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Journée complète sans repas</td>
<td>4,83 €</td>
<td>9,04 €</td>
<td>11,14 €</td>
<td>11,40 €</td>
</tr>
<tr>
<td>½ journée sans repas</td>
<td>2,42 €</td>
<td>4,57 €</td>
<td>5,62 €</td>
<td>5,72 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix du repas « Poil de Carotte »</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mini-camps / séjours</td>
<td>Tarifs modulés en fonction du Quotient familial des familles et fixés par délibération du conseil municipal avant l’ouverture des inscriptions.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nuits sous toile / bivouac</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sortie à la journée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pélicentre</td>
<td>Tarifs à la demi-heure</td>
<td>0,32 €</td>
<td>0,53 €</td>
<td>0,73 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Tarif du petit-déjeuner</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tarif du goûter</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

OBJET : ACCUEIL PERISCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT POIL DE CAROTTE – APPROBATION DU RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT POUR L’ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021


Monsieur le Maire précise qu’un seul dossier sera demandé aux familles concernant le service de restauration scolaire et le service accueil de loisirs et périscolaire. Ce dernier devra être déposé en Mairie avant le 3 juillet 2020.

Monsieur le Maire donne lecture des principales modifications apportées au règlement intérieur validé par délibération en date du 13 mai 2019 :

ARTICLE 1 - LES CONDITIONS D’ADMISSION

En accueil périscolaire :

En accueil de loisirs sans hébergement (vacances) et périscolaire (mercredis) :

Suite à la Loi école de la confiance du 26 juillet 2019, les enfants de moins de 3 ans scolarisés pourront également être accueillis au sein du service.

Dans le cadre de la convention signée avec la CAF : le Fonds Local d’Accompagnement Accessibilité Enfants en situation de Handicap (FLA AEH), les enfants en situation de handicap pourront être accueillis au sein de la structure, après concertation entre la famille et la directrice et dans le cadre d’un Protocole d’Accueil Individualisé (P.A.I.).

Suite à cet échange des outils personnalisés seront mis en place pour accueillir au mieux chaque enfant en situation de handicap au sein de la structure. Cependant, s’il s’avère que l’enfant ne peut être accueilli au sein de POIL DE CAROTTE (structure non adaptée au handicap ou à la maladie), la famille sera redirigée vers un service adapté aux besoins de l’enfant.

ARTICLE 2- LES PERIODES D’OUVERTURE

En accueil périscolaire, aucun enfant ne sera accepté après 8h20 pour les enfants scolarisés à l’école publique (L’ancien règlement précisait 8h25).

ARTICLE 3- LES TARIFS


Un supplément tarifaire de 10 € sera appliqué pour les parents qui en connaissance de cause laissent leur(s) enfant(s) à POIL DE CAROTTE alors qu’il n’y a plus de place

ARTICLE 5 – LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS

Une précision est apportée concernant les petits déjeuners et les repas. En effet, les enfants avec leur propre nourriture pour le petit-déjeuner ou pour le repas (sauf pour les P.A.I.) ne seront pas acceptés.

ARTICLE 9 : LES REGLES DE VIE

A compter du 1er septembre 2020, la municipalité a décidé de modifier le règlement lié à la conduite à tenir et aux règles de vies. L’objectif est de mettre en place des outils pédagogiques et ludiques pour responsabiliser les enfants face à leur comportement, de faire apprendre aux enfants les règles de vie en collectivité et de créer du lien entre les familles et les équipes éducatives.

Ces règles seront les mêmes au Restaurant scolaire.

Pour les enfants de TPS, PS et MS, un tableau de bonne conduite est mis en place. Chaque enfant aura une étiquette avec son nom sur un tableau. L’outil fonctionnera avec un code couleur du vert (pour une enfant ayant un bon comportement) au rouge (pour un enfant ayant un comportement inadmissible).

Pour les enfants de la GS au CM2, un permis de bonne conduite est mis en place. Chaque enfant possède un permis de bonne conduite de 12 points au début de l’année scolaire. En fonction de son comportement, l’enfant peut perdre ou gagner des points. Les parents seront informés à chaque fois que l’enfant perd des points. Une rencontre pourra également être organisée avec le responsable du service, le Maire ou l’élu en charge des affaires scolaires. Si l’enfant perd ses 12 points, il sera exclu pour une durée d’une semaine à Poil de Carotte et pour une durée de 4 midis au restaurant scolaire. Après ce renvoi temporaire, l’enfant se verra attribuer un capital de 12 points. Cependant, s’il perd à nouveau ses 12 points, il sera renvoyé définitivement du service.

ARTICLE 10 : LE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Un paragraphe a été ajouté concernant le traitement des données personnelles dans le cadre de l’application du Règlement Général de Protection des Données (RGPD).
ANNEXE – COVID 19 – PROTOCOLE SANITAIRE DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire et la lutte contre la pandémie de la COVID-19, un protocole a été mis en place afin de réouvrir le service dans de bonnes conditions, à partir du mardi 12 mai 2020, et pour une durée indéterminée.


Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

APPROUVE le règlement intérieur du service périscolaire et accueil de loisirs Poil de Carotte pour l’année scolaire 2020-2021.

OBJET : ACCUEIL PERISCOLAIRE ET ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT POIL DE CAROTTE – PROJET PÉDAGOGIQUE POUR L’ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que depuis le 1er septembre 2018, l’accueil périscolaire et accueil de loisirs Poil de Carotte est un service communal.


Les objectifs du projet pédagogique sont de :
- Assurer la sécurité physique, morale et affective des enfants
- Respecter les besoins de chaque enfant
- Proposer des temps d’animations variés et adaptés à chaque tranche d’âge
- Favoriser l’autonomie des enfants
- Favoriser les échanges avec les familles

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE du projet pédagogique établi par l’équipe pédagogique

APPROUVE le projet pédagogique, qui prendra effet à compter du 1er septembre 2020.

CHARGE Monsieur le Maire de signer tous documents se rapportant au projet pédagogique.

CHARGE Monsieur le Maire d’adresser le projet pédagogique de l’accueil périscolaire et de l’accueil de loisirs à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, à la Caisse d’Allocations Familiales ainsi qu’à tout autre organisme concerné par ces projets.

PRECISE que ce projet pédagogique sera consultable sur le Site Internet de la Commune et mis à disposition des familles au sein de la structure de Poil de Carotte

OBJET : RESTAURATION SCOLAIRE

FIXATION DES TARIFS POUR L’ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021


Monsieur le Maire informe également le Conseil Municipal que, dans le cadre de la participation aux classes vertes du Centre d’Initiation aux Sports de Plein Air (C.I.S.P.A.) de Ribou que l’Agglomération du Choletais a ouvert à l’ensemble des écoles primaires de l’Agglomération, il s’avère que les élèves peuvent déjeuner à la cantine du C.I.S.P.A. Pour des raisons de simplification, les élèves de notre Commune peuvent utiliser des tickets cantine de Saint Christophe du Bois. Ensuite, l’Agglomération du Choletais refacture par trimestre à la Commune, le montant du repas pris par les élèves.

Monsieur le Maire demande également au Conseil Municipal de se prononcer sur cette pratique.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

ARRÊTE le prix des repas de la cantine facturés aux familles ainsi qu’il suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Périodes scolaires</th>
<th>Tarifs année scolaire 2020/2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Lundi, mardi, jeudi et vendredi</td>
<td>Repas pour un enfant : 3,86 €/enfant/jour</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Repas pour 3 enfants : 3,55 €/enfant/jour</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Repas Adulte : 5,58 €/repas/jour</td>
</tr>
<tr>
<td>Périodes « Poil de Carotte » Mercredi midi et vacances scolaires</td>
<td>Repas enfant : 4,36 €/enfant/jour</td>
</tr>
</tbody>
</table>


CHARGE Monsieur le Maire de signer la convention qui pourra être proposée par l’Agglomération du Choletais.

OBJET : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DE DROIT PRIVE POUR L’ANNEE 2020

LE CONSEIL MUNICIPAL, sur proposition de la Commission Finances, par vote à mains levées et à l’unanimité,

DÉCIDE de voter les subventions suivantes aux associations et organismes désignés ci-après :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l’association</th>
<th>Subvention accordée en 2019</th>
<th>Exercice 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ASSOCIATIONS EXTÉRIÈRES</td>
<td>Demande</td>
<td>Vote Conseil Municipal</td>
</tr>
<tr>
<td>1- Prévention Routière</td>
<td>50 €</td>
<td>50 €</td>
</tr>
<tr>
<td>2- Entente des Mauges (au titre Sport adapté)</td>
<td>75 €</td>
<td>75 €</td>
</tr>
<tr>
<td>3- Restos du Coeur</td>
<td>Provision 100€</td>
<td>112 €</td>
</tr>
<tr>
<td>4- Banque Alimentaire de Maine et Loire</td>
<td>304 €</td>
<td>304 €</td>
</tr>
<tr>
<td>5- Fondation du Patrimoine</td>
<td>160 €</td>
<td>160 €</td>
</tr>
<tr>
<td>6- Solidarité paysans</td>
<td>60 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>7- Tous à Vélo</td>
<td>814 €</td>
<td>814 €</td>
</tr>
<tr>
<td>8- CAUE</td>
<td>275,50 €</td>
<td>275,50 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL ASSOCIATIONS EXTÉRIÈRES</td>
<td>1 790,50 €</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

ASSOCIATIONS CHRISTOPHORIENNES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l’association</th>
<th>Subvention</th>
<th>Exercice 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ASSOCIATIONS CULTURELLES</td>
<td>accordée en 2019</td>
<td>Demande</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------------------</td>
<td>------------------</td>
<td>---------</td>
</tr>
<tr>
<td>1 - Amicale Moto Christo</td>
<td>280 €</td>
<td>300 €</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Ecole de musique</td>
<td>1000 €</td>
<td>1 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>500 € exceptionnel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Passacaille</td>
<td>1 100 €</td>
<td>1 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - Rétro Carnavals</td>
<td>300 € + 700 € exceptionnel</td>
<td>500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>5 - Déclic 84</td>
<td>320 €</td>
<td>320 € + 300 € exceptionnel</td>
</tr>
<tr>
<td>6 - Cré Scène Do</td>
<td>320 €</td>
<td>1 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 000 € exceptionnel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>7 - Amicale des Pêcheurs</td>
<td>320 € + 50 € exceptionnel</td>
<td>320 €</td>
</tr>
<tr>
<td>8 - PAF Artifices</td>
<td>800 € + 300 € exceptionnel</td>
<td>800 €</td>
</tr>
<tr>
<td>9 - Randonnées et Patrimoine Christophoriens</td>
<td>450 €</td>
<td>850 €</td>
</tr>
<tr>
<td>10 - ACLI St Léger Sous Cholet</td>
<td>150 €</td>
<td>150 €</td>
</tr>
<tr>
<td>11 - Attir’Lire – Bibliothèque</td>
<td>3 200 €</td>
<td>3 200 €</td>
</tr>
<tr>
<td>12 – Moiz m’en fou</td>
<td>400 €</td>
<td>400 €</td>
</tr>
<tr>
<td>13 – Les amis du patio</td>
<td>450 €</td>
<td>650 €</td>
</tr>
<tr>
<td>14 – Festi’furious</td>
<td>0 €</td>
<td>2 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL ASSOCIATIONS CULTURELLES</td>
<td>10 790 €</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>ASSOCIATIONS SPORTIVES</th>
<th>accordée en 2019</th>
<th>Demande</th>
<th>Vote Conseil Municipal</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 - Association FOOT St Christophe/La Séguinière</td>
<td>2 500 €</td>
<td>2 500 €</td>
<td>2 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - ECB Basket-Ball</td>
<td>5 000 €</td>
<td>6 500 €</td>
<td>4 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Entente Cycliste</td>
<td>320 €</td>
<td>320 €</td>
<td>320 €</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - « Le nez qui libre »</td>
<td>600 € + 820 € exceptionnel</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>5 - Menthe à l’eau</td>
<td>170 €</td>
<td>0 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>6 - Gymnastique Enfants Les Libellules</td>
<td>1 800 €</td>
<td>2 150 €</td>
<td>1 800 €</td>
</tr>
<tr>
<td>7 - Tennis Club Saint Christophe</td>
<td>900 € + 350 € exceptionnel</td>
<td>900 € + 3 022 €</td>
<td>3 022 €</td>
</tr>
<tr>
<td>8 - Pétanque</td>
<td>450 €</td>
<td>550 €</td>
<td>450 €</td>
</tr>
<tr>
<td>9 - Les volants christophoriens</td>
<td>200 €</td>
<td>0 €</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL ASSOCIATIONS SPORTIVES</td>
<td>13 492 €</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>ASSOCIATIONS SOCIALES</th>
<th>accordée en 2019</th>
<th>Demande</th>
<th>Provision maxi</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 - Club de l’Amitié</td>
<td>800 €</td>
<td>800 €</td>
<td>800 €</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Don du Sang</td>
<td>200 €</td>
<td>200 €</td>
<td>200 €</td>
</tr>
<tr>
<td>3 - UNC – AFN</td>
<td>370 €</td>
<td>400 €</td>
<td>370 €</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - Groupement de Défense c/les nuisibles</td>
<td>600 €</td>
<td>660 €</td>
<td>Provision maxi</td>
</tr>
<tr>
<td>5- ADMR</td>
<td>270 €</td>
<td>400 €</td>
<td>270 €</td>
</tr>
<tr>
<td>6 - Sauvons l’Etang</td>
<td>300 €</td>
<td>300 €</td>
<td>300 €</td>
</tr>
<tr>
<td>7- Centre Social Intercommunal QCSIGENE</td>
<td>3 600 €</td>
<td>3 600 €</td>
<td>3 600 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Coordination enfance</td>
<td>500 €</td>
<td>-</td>
<td>Provision 500 €</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------</td>
<td>--------</td>
<td>----</td>
<td>-----------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonctionnement Foyer des jeunes</td>
<td>0 €</td>
<td>450 €</td>
<td>450 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Chantier Jeunes (mise sous plis propagande électorale)</td>
<td>0 €</td>
<td>1 700 €</td>
<td>1 700 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Chantier Jeunes (Réalisation d’une fresque à Poil de Carotte)</td>
<td>1000€</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Coopérative jeunesse de services</td>
<td>8- Comité des Fêtes</td>
<td>400 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>9- Simple pause</td>
<td>270€</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>10- Les sourires d’Enzo et ses amis</td>
<td>700€</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>exceptionnel</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>11 – Galipette</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>400 €</td>
<td>Provision</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>400 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>12- CCAS</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>8 330.44 €</td>
<td>8 506.48 €</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL ASSOCIATIONS SOCIALES</td>
<td></td>
<td></td>
<td>17 696.48 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**VIE PERI-SCOLAIRE ET SCOLAIRE**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Subvention accordée en 2019</th>
<th>Exercice 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>COOPERATIVE SCOLAIRE – ÉCOLE PUBLIQUE</strong></td>
<td></td>
<td>Vote Conseil Municipal</td>
</tr>
<tr>
<td>Tarifs pour mémoire, délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2019 :</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- bourse et prix : 8.09€/élève</td>
<td>1- bourses et prix : 8.09 €/élève x 159 élèves = 1 286.31 €</td>
<td>1- bourses et prix : 8.09 €/élève x 147 élèves = 1 189.23 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- classe transplantée CE -CM : 12,40 €/élève</td>
<td>2- classes transplantées CE/CM : 12,4 €/éléve x 70 él. = 868.00 €</td>
<td>2- classes transplantées CE/CM : 12,4 €/élève x 64 él. = 793,60 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL : 2 154.31 €</td>
<td>TOTAL : 1 982,83 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>APEL – ÉCOLE PRIVÉE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Tarifs pour mémoire, délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2019 :</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- bourse et prix : 8.09 €/élève</td>
<td>1- bourses et prix : 8.09€/élèves x 118 élèves = 954.62 €</td>
<td>1- bourses et prix : 8.09€/élèves x 142 élèves = 1 148,78 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- classe transplantée CM : 12,40 €/élève</td>
<td>2- Classes transplantées CE/CM : 12,4 €/élève x 47 élèves = 582.80 €</td>
<td>2- Classes transplantées CE/CM : 12,4 €/élève x 58 élèves = 719,20 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>TOTAL : 1 537.42 €</td>
<td>TOTAL : 1 867,98 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**OBJET : PLAN LOCAL D’URBANISME INTERCOMMUNAL DU BOCAGE BRESSUIRAIS**

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Lors de son conseil communautaire du 17 décembre 2019, la Communauté d’Agglomération du Bocage Bressuirais a tiré le bilan de la concertation et arrêté son projet de Plan Local d’Urbanisme (PLU) Intercommunal.

Conformément à l’article L123-9 du code de l’urbanisme, ce projet doit être soumis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration ainsi que, à leur demande, aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, à la commission départementale de la consommation des espaces agroécologiques prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, ainsi qu’à l’établissement public chargé d’un schéma de cohérence territoriale dont la commune est limitrophe, lorsqu’elle n’est pas couverte par un tel schéma.
Ces personnes et cette commission donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan ; à défaut, ces avis sont réputés favorables.

Lorsqu’une commune membre de l’établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d’aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l’organe délibérant compétent de l’établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d’urbanisme à la majorité des deux tiers de ses membres.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

EMET un avis favorable au projet de Plan Local d’Urbanisme (PLU) Intercommunal du Bocage Bressuirais.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL- OUVERTURE DE POSTES

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément à l’article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l’organe délibérant de la collectivité.

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le budget communal,

Considérant les besoins du service Poil de Carotte et du service cantine,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création de :

- un poste permanent d’adjoint territorial d’animation à temps complet avec nomination stagiaire à compter du 1er septembre 2020
- deux postes permanents d’adjoint territorial d’animation à temps non complet (28/35è et 32/35è) avec nomination stagiaire à compter du 1er septembre 2020.
- Un poste d’adjoint territorial d’animation, à temps non complet (23.33/35è), pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021. La rémunération est basée sur le 1er échelon de l’échelle indiciaire du grade d’adjoint territorial d’animation.

La mission des postes permanents et non permanent d’adjoint territorial d’animation consiste à animer l’accueil péri scolaire et accueil de loisirs sans hébergement Poil de Carotte et à assurer le trajet, l’aide au service et la surveillance du restaurant scolaire.

Considérant les besoins du service administratif, suite au départ en retraite à compter du 1er juillet 2020 de l’agent chargé d’accueil et d’une nomination par voie de mutation à compter du 18 mai 2020 pour son remplacement,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création d’un poste permanent d’adjoint administratif principal 1ère classe à temps complet à compter du 8 juin 2020.

Considérant l’inscription sur la liste d’aptitude au grade d’agent de maîtrise territorial par voie de la promotion interne et l’avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 12 mars 2020,

Au vu des missions et responsabilités qui incombent à l’agent technique au service Bâtiment, il est proposé que la commune de Saint Christophe du Bois crée le poste d’agent de maîtrise territorial.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création d’un poste d’agent de maîtrise territorial à temps complet à compter du 8 juin 2020.
Considérant l’inscription sur la liste du tableau annuel d’avancement au grade d’agent de maîtrise principal, et afin de mettre en adéquation le grade avec le poste déjà occupé par le responsable des services techniques, il est proposé que la commune de Saint Christophe du Bois crée le poste d’agent de maîtrise principal.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création d’un poste d’agent de maîtrise principal à temps complet à compter du 8 juin 2020.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal, la création :
- d’un poste permanent d’adjoint territorial d’animation à temps complet à compter du 1er septembre 2020,
- deux postes permanents d’adjoint territorial d’animation à temps non complet à compter du 1er septembre 2020,
- un poste non permanent d’adjoint territorial d’animation à temps non complet du 1er septembre 2020 au 31 août 2021,
- un poste permanent d’adjoint administratif principal 1ère classe à temps complet à compter du 8 juin 2020,
- un poste permanent d’agent de maîtrise territorial à temps complet à compter du 8 juin 2020,
- un poste permanent d’agent de maîtrise principal à temps complet à compter du 8 juin 2020.

Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :

DÉCIDE de crée un poste permanent d’adjoint territorial d’animation à temps complet, deux postes permanents d’adjoint territorial d’animation non complet, un poste non permanent à temps non complet d’adjoint territorial d’animation, un poste d’adjoint administratif principal 1ère classe, un poste d’agent de maîtrise territorial à temps complet, un poste d’agent de maîtrise principal à temps complet.

PRÉCISE également que les crédits suffisants sont inscrits au budget communal de l’exercice 2020 (chapitre 012 - articles 6411 et suivants).

OBJET : FACTURES EN INVESTITSEMENT

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal les factures qu’il a reçues.

Ces factures concernent l’acquisition de biens durables dont la valeur unitaire est inférieure à 500 €.

Compte 2188

- SEDI Equipement – Acquisition de deux urnes électorales pour un montant de 336,00 € H.T. soit 403,20 € T.T.C. (facture n°30788288 du 10 mars 2020)
- WESCO – Acquisition d’un meuble de rangement et de couvertures polaires pour le service Poil de Carotte pour un montant de 191,00 € H.T. soit 229,19 € TTC (facture n°357328 du 7 mai 2020)
- PHARMACIE SAINT CHRISTOPHE DU BOIS – Acquisition de 5 thermomètres sans contact pour un montant de 287,50 € H.T. soit 345 € T.T.C. (facture n°1048 du 14 mai 2020)
- GRENOUILLEAU Frères - Acquisition de 10 plaques en granit noir pour la stèle du jardin du souvenir pour un montant de 125 € H.T. soit 150 € T.T.C (facture n°2019011454 du 30 avril 2020)


Après en avoir délibéré, par vote à mains levées et à l’unanimité, le CONSEIL MUNICIPAL :
DONNE son accord à ce que les factures soient imputées au compte 2188 en section investissement du Budget de l’exercice 2020.


INFORMATIONS ET COMPTES-RENDUS DIVERS

Objet n°3 : Désignation des membres des commissions municipales
Monsieur René-Luc VIGNERON intervient pour obtenir une précision sur la commission qui traitera des sujets liés à l’agriculture. Monsieur le Maire répond que ces sujets seront traités en commission Environnement et Cadre de vie avec possibilité, selon le sujet, de travailler en commun avec la commission Finances et Développement économique.

Objet n°14 : Fixation de l’indemnité de gardiennage de l’Église pour 2020
Monsieur Henry RENOUL précise que Monsieur le Curé Aymeric De Bouard poursuivra sa mission comme formateur au séminaire Saint Jean à Nantes à compter de la rentrée de septembre. Il sera remplacé par Monsieur Bruno RAFFARA.

Objet 16 : Accueil périscolaire et accueil de loisirs sans hébergement Poil de Carotte – Fixation des tarifs pour l’année scolaire 2020-2021
Monsieur Gérald FOQUERAY intervient pour obtenir une précision sur la différence de tarifs entre le périmètre et le périscolaire. Mme Joëlle OLIVIER répond que le calcul n’est pas le même entre ces deux prestations.

Objet 17 : Accueil périscolaire et accueil de loisirs sans hébergement Poil de Carotte – Approbation du règlement de fonctionnement pour l’année scolaire 2020-2021
Madame Mélanie EMERY demande s’il est nécessaire de déposer un dossier par famille si le couple est séparé. Madame Joëlle OLIVIER précise que, dans ce cas, seulement un dossier pour l’enfant doit être déposé.

Objet 20 : Subventions aux associations et organismes de droit privé pour l’année 2020
Monsieur Yannick RUAULT précise que Galipette s’est constituée en association depuis peu.
Il précise également qu’une demande de subvention est restée en attente. Celle-ci émane de l’association Landaya. La Commission rencontrera prochaine la responsable afin de déterminer les besoins. Une proposition de versement de subvention pourra ensuite être faite auprès du Conseil municipal lors d’une prochaine séance.
Madame Frédérique GILLET précise que la commission Finances, en lien avec la commission Environnement, rencontrera également prochainement l’association FGDON afin d’échanger sur leurs activités et leurs besoins.

Monsieur Henry RENOUL, pour la commission Environnement et cadre de vie
Monsieur Henry RENOUL informe le Conseil Municipal que la première réunion de la commission aura lieu le mercredi 10 juin à 18h15 à la salle du conseil municipal.
Il demande également s’il serait possible que Madame Elizabeth SENECAILLE vienne présenter le projet RSE auprès des membres de la commission. Monsieur le Maire précise qu’une présentation de ce projet sera proposée prochainement à l’ensemble du Conseil Municipal.

Monsieur Alain BREMOND, pour la Commission Urbanisme, voirie et bâtiments communaux
Monsieur Alain BREMOND informe le Conseil Municipal que la première réunion de la commission aura lieu le jeudi 18 juin à 20h à la salle du conseil municipal.
Cette réunion abordera les projets les cours et à venir et permettra de définir le fonctionnement de la Commission.

Madame Stéphanie NEAU, pour la Commission Sports, culture et animations
Madame Stéphanie NEAU informe le Conseil Municipal que Cholet Événements et la commission du Puy Saint Bonnet organisent dans le cadre du 40ème Puy Saint Bonnet en fête, la balade touristique
Auto Moto de la Saucisse carrée les 12 et 13 septembre prochain. Cette balade traversera la Commune. 

Madame Stéphanie NEAU précise que la manifestation Fest’furious prévue les 4, 5 et 6 septembre prochain est maintenue sous réserve de dispositions contraires liées au COVID-19. Des directives sont attendues par la Préfecture à ce sujet.

**Madame Frédérique GILLET, pour la Commission Finances et Développement Economique**

Madame Frédérique GILLET informe le Conseil Municipal que la première réunion de la Commission aura lieu le vendredi 19 juin à 18h30 à la salle du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'une réunion avec les adjoints, le Maire, Mme Anne-Lise LOISEAU ainsi que Mme Cindy ROINE, remplaçante de Mme Anne-Lise LOISEAU durant son congé maternité, sera organisée prochainement.

Par ailleurs, il est envisagé une rencontre avec l'ensemble du conseil municipal et le personnel communal.

**Le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 14 septembre 2020 à 20h00.**

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Sylvain SÉNECAILLE.

19/19